

L'extreme droite et les populismes en Europe

著者	Perrineau Pascal
journal or publication title	Kansai University review of law and politics
volume	26
page range	37-44
year	2005-03
URL	http://hdl.handle.net/10112/11760

L'extrême droite et les populismes en Europe

Pascal PERRINEAU

Dans nombre de pays européens, les dernières élections législatives et présidentielles ont montré une dynamique de partis populistes, nationalistes, parfois d'extrême droite et ceux-ci ont trouvé des débouchés gouvernementaux dans trois pays (l'Autriche où le FPÖ de Jorg Haider est associé au parti conservateur de l'ÖVP au sein du gouvernement dirigé par Wolfgang Schüssel; l'Italie où la Ligue du Nord d'Umberto Bossi est associée à l'Alliance nationale et à Forza Italia dans le gouvernement dirigé par Silvio Berlusconi; les Pays-Bas où la Liste Pim Fortuyn a été associée aux chrétiens démocrates du CDA et aux libéraux du VVD dans un gouvernement dirigé par Jan Peter Balkenende). La poussée électorale de ces formations a été sensible en Autriche (26,9% pour le FPÖ en 1999, suivi d'un déclin sensible en 2002 où le parti d'extrême droite ne rassemble plus que 10%), en Belgique (11,6% pour le Vlaams Blok et 2% pour le Front national en Belgique en 2003), au Danemark (12% pour le Dansk Folkeparti et 0,6% pour le Parti du Progrès en 2001), en France (16,9% pour Jean Marie Le Pen et 2,3% pour Bruno Mégret à l'élection présidentielle d'avril 2002, 11,3% pour le FN et 1,1% pour le MNR aux législatives de juin) et aux Pays Bas (17% pour la liste Pim Fortuyn en 2002 suivi d'une forte érosion en 2003 qui a ramené la LPF au niveau de 5,7%). Indépendamment de ces pays de l'Union européenne, des mouvements similaires ont été enregistrés en Norvège où le Parti du Progrès de Carl Hagen a rassemblé 14,7% des suffrages aux législatives de 2001, et en Suisse où l'UDC-SVP de Cristoph Blocher a atteint 22,5% des voix aux législatives de 1999 puis 26,6% en 2003 et est ainsi devenu le premier parti suisse. Sans conteste, se profile ici et là une montée de national-populisme¹⁾. Cependant, certains pays européens sont à l'abri de cette poussée et ne connaissent que des extrêmes droites marginales (Espagne, Allemagne, Finlande, Irlande, Suède). Aux dernières élections européennes de juin 2004, l'extrême droite a fait des scores significatifs en Belgique (14,3% pour le Vlaams Blok et 3,2% pour les FN wallons), en France (10,1%), en Italie (7% divisée entre quatre listes), au Danemark (6,8% pour le DF) et en Autriche (6,3%). Partout ailleurs

1) Sur cette notion de «national-populisme» on pourra se reporter à Pierre-André Taguieff qui considère que dans ce type de formule politique, le peuple est à la fois considéré comme *ethnos* (référence à la nation ethnique, «pure») et comme *demos* (appel à ceux d'en bas, supposés non corrompus). Cf. P.A. Taguieff, dir., *Le retour du populisme*, Paris, Ed. Universalis, 2004.

l'extrême droite est en dessous de 5%.

La diversité des droites extrêmes

Ces droites extrêmes qui charrient les messages du populisme et du nationalisme, sont diverses. L'italien Umberto Bossi, le français Jean Marie Le Pen, le néerlandais Pim Fortuyn ou encore le norvégien Carl Hagen ou d'autres leaders de ces extrêmes droites, ne partagent pas tous le même credo politique et les mêmes origines. La Ligue du Nord d'Umberto Bossi est l'exutoire politique d'une périphérie régionale aisée (la région de Lombardie) qui s'est posée en s'opposant au centralisme romain et à un Etat central accusé d'être trop généreux avec le Mezzogiorno. Jean Marie Le Pen joue sur la nostalgie d'un nationalisme de rétraction et d'exclusion et des valeurs d'ordre moral et d'autorité qui ont peu de choses à voir avec la LPF créée par Pim Fortuyn dont l'homosexualité affichée était tout à fait en phase avec le libéralisme culturel néerlandais. L'anticommunisme a été souvent une antienne de l'extrême droite européenne mais dans l'ex-Allemagne de l'Est, une des principales formations de l'extrême droite allemande, le NPD, trouve des vertus à l'ex-régime communiste de la « République démocratique allemande » et prétend que « la RDA était une meilleure Allemagne » que la RFA. Enfin, le FRP de Carl Hagen est comme beaucoup de partis du Progrès scandinaves une formation née en réaction à l'hypertrophie de l'Etat-Providence dans nombre de pays d'Europe du Nord alors que d'autres leaders vantent un « socialisme national ».

Tous ces mouvements sont différents et une des manifestations les plus évidentes de cette diversité est la difficulté qu'ils ont à cohabiter au plan européen. Cela fait trois législatures qu'il n'y a plus de groupe européen des droites extrêmes au Parlement de Strasbourg. En 1984, Jean Marie Le Pen avait réussi à diriger un petit groupe (le groupe des droites européennes) organisé autour du FN et du MSI italien. En 1989, il avait renouvelé l'expérience mais en se séparant du MSI qui s'opposait aux Republikaner allemands sur la question du Haut Adige (région du nord de l'Italie, d'environ un million d'habitants, détachée de l'Autriche à la suite du traité de Saint-Germain en 1919). Il présida aux destinées d'un groupe qui comprenait dix députés du FN, six Republikaner et un député du Vlaams Blok. Depuis 1994, l'extrême droite n'a pas réussi à constituer un groupe et est éclatée aujourd'hui entre plusieurs groupes au Parlement européen: l'Union pour l'Europe des Nations qui réunit des « souverainistes » parmi lesquels un député du Dansk Folkeparti, le groupe de l'Indépendance et de la Démocratie qui agrège des « souverainistes », quatre députés de la Ligue du Nord et un député extrémiste grec du LAOS et le groupe des non-inscrits où siègent, entre autres, les sept députés du FN, les trois députés du Vlaams Blok, deux députés néo-fascistes italiens (MSI-FT et AS) un député unioniste (DUP) d'Irlande du Nord et un député du FPÖ autrichien. En dépit de cet éclatement et de l'éternelle difficulté des nationalistes à dégager des solidarités internationales, ces forces partagent quelques traits communs²⁾.

De quelques invariants

Indépendamment de références doctrinales hétéroclites et parfois relativement floues,

en dépit d'itinéraires politiques variés, ces diverses formations sont caractérisées par un fonctionnement partisan centralisé sous l'autorité de chefs charismatiques, par un recours fréquent à la démagogie populiste et enfin par quelques thèmes centraux et récurrents dans leur argumentation politique. Parmi ceux-ci, on retrouve très souvent une forte sensibilité xénophobe qui se traduit par un recours fréquent aux thématiques «anti-immigration», une composante autoritaire affirmée particulièrement explicite sur le terrain de «la loi et de l'ordre», un programme économique composite, faisant la synthèse du néo-libéralisme des années 80 et du protectionnisme des années 90 et, enfin, un usage immodéré du discours «anti-système» de dénonciation des «élites venues d'en haut». Bien sûr, nombre de ces thèmes ont été utilisés en d'autres temps par des forces politiques peu attachées à la démocratie. Un amalgame direct et général avec le fascisme de l'entre-deux guerres serait cependant ambigu et même faux. Les partis fascistes des années 20 et 30 sont nés dans un contexte de crise économique et sociale très profonde -la grande dépression de 1929-, dont on ne connaît pas l'équivalent aujourd'hui. Ils se sont développés également grâce aux frustrations nées de la Première guerre mondiale: frustration de vaincu humilié en Allemagne, frustration de vainqueur négligé en Italie. Aujourd'hui, ni la misère économique et sociale, ni les traumatismes d'un conflit long et sanglant ne sont au rendez-vous en Europe. Ces partis fascistes étaient également des partis totalitaires considérant qu'un parti unique devait dominer l'ensemble de la société et l'organiser de haut en bas. Le FPÖ autrichien, le FN français, les Republikaner allemands, la LPF hollandaise ou encore la Ligue du Nord en Italie ne préconisent pas une telle sortie du régime de la démocratie pluraliste. Les partis de l'entre-deux guerres pratiquaient le «Führerprinzip» ou le «culte du Duce», le rôle central du chef des partis nationaux-populistes d'aujourd'hui est très en deçà. Enfin, aucune formation actuelle ne recommande ni une intervention massive de l'Etat dans l'économie -comme le firent les nazis et les fascistes-, ni une organisation corporatiste de la société. La réalité d'aujourd'hui ne peut être regardée avec des lunettes d'hier car le risque serait alors de ne pas saisir l'élément de modernité qui caractérise les extrêmes droites contemporaines. A se focaliser sur les filiations, on risque de passer à côté de ce qui fait l'ampleur et l'originalité d'un phénomène politique nouveau. D'ailleurs, il est intéressant de constater que les vieilles extrêmes droites de type fasciste qui subsistent encore en Europe, sont exsangues. Ni l'extrême droite espagnole (0,17% seulement pour les quatre listes d'extrême droite présentes aux dernières élections européennes de juin 2004), la plupart du temps engluée dans la nostalgie du franquisme défunt, ni le néo-fascisme italien (2,08% pour les trois formations néo-fascistes aux dernières élections européennes), héritier du fascisme mussolinien, ni l'extrême droite grecque peu oubliée du régime des colonels (0,42% pour les deux listes d'extrême droite nostalgique aux

2) Sur ce point, on pourra très utilement se reporter à Jocelyn A.J. Evans et Gilles Ivaldi, Les dynamiques électorales de l'extrême droite européenne, *Revue Politique et Parlementaire*, n°1019, mai-juin/juillet-août 2002, pp. 67-83.

dernières élections européennes), ni l'extrême droite portugaise encore lestée du souvenir du salazarisme (le Partido Nacional Renovador a obtenu 0,24% des voix lors des élections européennes), ne rencontrent un grand écho électoral. Elles ont toutes sombré dans la marginalité électorale. En revanche, quand des héritiers plus ou moins lointains de ces anciennes formations se saisissent des problèmes d'aujourd'hui, leur succès peut être spectaculaire. Le FPÖ en Autriche, le FN en France, le Dansk Folkeparti au Danemark, le Fremskrittspartiet en Norvège ou encore la Liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas ont tous largement dépassé la barre des 10% et même, en Autriche, celle des 20% de suffrages.

Malaise dans la modernité

En 1930, Sigmund Freud avait remarquablement montré comment «le malaise dans la culture»³⁾ était à l'origine d'un déchaînement collectif des idéologies mortifères en Europe. La culture européenne, édifiée comme toute culture sur du renoncement pulsionnel, lui semblait être saisie d'un profond malaise et ne plus pouvoir entraver l'épanouissement d'une véritable «pulsion d'agression» et même de mort. Plus de soixante-dix ans plus tard, l'analyse du père de la psychanalyse reste toujours valable. Mais il faut ajouter à cette explication d'ordre psychologique une explication sociologique qui s'enracine dans un profond malaise de notre modernité. Celle-ci est à la fois économique, socio-culturelle et politique.

Au plan économique, des pans entiers du capitalisme industriel ont disparu pour laisser place à un capitalisme de type post-industriel. Dans toutes nos économies, le dépérissement de la société industrielle laisse la place à l'explosion d'une économie de services, une fracture sur le marché du travail, l'apparition d'une «société duale» où les emplois peu qualifiés, précaires, marginaux sont dévolus aux «gens d'en bas». Pour ceux-ci, la société duale se traduit par la disparition de ce qui faisait sens dans la société industrielle. Les capitalismes industriels à forte régulation étatique avaient accouché d'une société de classes homogènes qui suscitait des sentiments d'appartenance durable à des milieux sociaux (la classe ouvrière, la paysannerie, la bourgeoisie), des idéologies (la droite, la gauche), des familles politiques (le parti communiste, la social-démocratie, la démocratie chrétienne, le bloc conservateur). Ce monde où de fortes allégeances se reproduisaient est mort. Par exemple, dans le cas français, les deux univers de gauche et de droite -l'un articulé autour du PC et de la «contre-société communiste», l'autre autour de l'Eglise catholique et de son tissu associatif- ont disparu l'un et l'autre, engendrant un immense sentiment d'abandon. Sur ces décombres d'un vieux monde qui meurt ont fleuri toutes sortes d'angoisses et de nostalgies. Le Pen en France, Jorg Haider en Autriche, Filip Dewinter en Belgique et d'autres ont su les repérer, les porter, les traduire et leur trouver un exutoire électoral. Cet écho est particulièrement fort dans le groupe ouvrier qui était un acteur central du développement du capitalisme industriel. Depuis le début des années 90,

3) Sigmund Freud, *Le malaise dans la culture*, Paris, Coll. Quadrige, PUF, 1995 (1^{ère} édition en allemand: Vienne, Internationaler Psychoanalytischer Verlag, 1930).

la poussée électorale des extrêmes droites dans le monde ouvrier, jusqu'alors chasse gardée de la gauche social-démocrate et communiste, a été générale en Europe. Le FN, le FrP norvégien, le Vlaams Blok flamand, l'extrême droite allemande (Republikaner, DVU, NPD), le FPÖ autrichien ont tous connu une prolétarianisation prononcée de leur électorat. C'est ainsi que les angoisses générées par le délitement du capitalisme industriel ont apporté à l'extrême droite européenne des contingents d'électeurs ouvriers qui sont venus étayer les troupes électorales traditionnelles, moins nombreuses, issues de la petite bourgeoisie (artisans, commerçants, petits entrepreneurs, travailleurs indépendants). Cette «alliance de la boutique et de l'atelier» est au cœur des formules électorales gagnantes de l'extrême droite européenne. Celle-ci a su, au cours des années 90, infléchir son programme et ses orientations idéologiques pour s'adresser à ces deux clientèles. A une classe ouvrière, nostalgique d'un capitalisme national, industriel d'assistance et menacé par un capitalisme post-industriel, davantage transnational, libéral et individualiste, les partis d'extrême droite offrent le plus souvent un Etat protecteur, participant à la redistribution des richesses, à la réduction des inégalités et réservant les mécanismes de l'Etat Providence aux seuls nationaux. Ce «chauvinisme de l'Etat Providence» rencontre souvent un grand écho dans des milieux ouvriers déstabilisés par la concurrence des travailleurs étrangers sur le marché de l'emploi et l'amenuisement des ressources de l'Etat Providence. A une petite bourgeoisie indépendante, l'extrême droite offre, de manière plus classique, un Etat recentré sur ses fonctions régaliennes, porteur de «la loi et de l'ordre», et un programme aux accents anti-fiscalistes, souvent démagogiques.

Au plan social et culturel, la modernité s'incarne avant tout dans l'affirmation, chaque jour croissante, de ce que l'on pourrait appeler une «société ouverte»⁴⁾. L'ouverture qui touche toutes les sociétés européennes, et bien au delà, est une ouverture économique liée à la globalisation des échanges économiques et financiers, une ouverture politique avec la construction de l'Europe, le développement du supra-national sur l'interétatique au plan des relations internationales, et, enfin, une ouverture culturelle et sociale avec l'accentuation des flux migratoires, la mobilité croissante des populations et le caractère de plus en plus pluriculturel de nos sociétés. Face à cette triple ouverture, deux types de réactions ont lieu. Nombre d'individus, issus des classes supérieures et des classes moyennes ne ressentent que les aspects positifs de ces ouvertures ou pensent qu'à terme ils en seront les bénéficiaires. En revanche, beaucoup d'individus ayant un faible niveau d'études, situés en bas de l'échelle sociale, ne disposant pas des grilles de lecture pour comprendre ce qui change, voient avec anxiété se défaire leur univers de référence, la société stable et relativement close des générations qui les ont précédés. Ils se rassemblent alors aisément derrière les chantages de la «société fermée» que sont les leaders de l'extrême droite moderne. Ceux-ci savent, bien mieux que d'autres, exploiter ces angoisses et ces

4) Sur ce point, on pourra se reporter à Pascal Perrineau, dir., *Les croisés de la société fermée, L'Europe des extrêmes droites*, Editions de l'Aube, 2001.

inquiétudes. C'est le FPÖ de Jorg Haider menant la charge contre les «envahisseurs» hongrois, slovènes ou tchèques. C'est Le Pen dénonçant «l'euromondialisme», le «cosmopolitisme» et réclamant la sortie de l'Europe et de l'euro. C'est Pia Kjaersgaard, responsable du Dansk Folkeparti, glorifiant l'homogénéité du Danemark «qui n'a jamais été et ne doit pas devenir une terre d'immigration». Tous ces leaders s'accordent sur le diagnostic des «méfaits» de la société ouverte, sur la nécessité d'arrêter le processus et de revenir en arrière vers des sociétés davantage «fermées» ou autarciques. On a vu ainsi apparaître dans nombre de pays européens un nouveau clivage qui n'a pas grand chose à voir avec le traditionnel clivage gauche-droite, qui s'est manifesté pour la première fois en France lors du référendum de 1992 sur l'approbation du traité de Maastricht et qui a divisé le corps électoral en deux parts à peu près égales. Ce clivage oppose ceux qui s'adaptent à la mondialisation, à la construction européenne, à la société multiculturelle et ceux qui croient se mettre à l'abri de ces changements en cadenassant les frontières et en prônant des modèles de sociétés plus ou moins «fermées». L'extrême droite avec sa longue tradition de «nationalisme de fermeture» a bien compris qu'elle était bien mieux placée que d'autres familles politiques, pour exploiter ce malaise essentiel de notre modernité sociale et culturelle. En Europe de l'Est, parmi les pays candidats à l'Union européenne, on observe d'ailleurs le même phénomène. Un clivage oppose ceux pour qui l'Europe incarne un grand rêve et l'arrimage définitif à une communauté démocratique et les nostalgiques du national-communisme prêts à tomber dans les filets d'ultranationalistes comme le roumain Corneliu Tudor (son parti, Romania Mare, a obtenu 19,5% des voix aux dernières élections législatives de 2000) ou le polonais Andrzej Lepper (dont le mouvement agrarien et populiste a attiré 10,78% des suffrages aux dernières élections européennes de juin 2004, un mouvement de droite extrême catholique, la LPR, obtenant 15,9%).

Enfin, dernier élément de crise de la modernité qui nourrit la dynamique des extrêmes droites: le malaise démocratique. Dans sa lumineuse histoire politique de la religion, Marcel Gauchet avait démontré comment le «désenchantement du monde»⁵⁾ ne touchait pas seulement la sphère religieuse mais plus globalement tous les systèmes de représentation rendant compte du devoir-être collectif en devenir et donc les idéologies politiques. Cette ruine des systèmes de représentation prétendant à la connaissance et au contrôle du devenir a entraîné une perte des repères politiques et une crise profonde de la représentation politique. Celle-ci est générale en Europe mais certains pays connaissent un malaise plus profond dû au fait que la représentation politique n'arrive plus à figurer la diversité, la nouveauté et la complexité des clivages qui traversent les sociétés⁶⁾. Ce

5) Marcel Gauchet, *Le désenchantement du monde, Une histoire politique de la religion*, Paris, NRF, Gallimard, 1985.

6) Comme l'écrit Marcel Gauchet dans «Le désenchantement du monde», le conflit comme forme axiale du rapport politique requiert que «l'antagonisme porte au moins virtuellement sur l'ensemble du fait collectif et qu'il s'ancre dans le discord civil, qu'il représente sur la scène politique une dissension ou un faisceau de dissensions inhérentes à la marche même des relations nouées entre individus et groupes» (p.282, *op.cit.*).

malaise semble atteindre son point d'orgue dans les systèmes politiques où le conflit politique a perdu de son sens, où gauche et droite donnent parfois l'impression de s'accorder sur l'essentiel, où les principales formations politiques se répartissent en un quasi-consensus institutionnel les dépouilles du pouvoir. Ce système est parfois allé très loin et a été institutionnalisé sous forme de ce que A. Lijphart appelle la « démocratie consociative »⁷⁾. Dans ces pays où la « démocratie de consensus » est devenue un véritable système - la « Proporz » en Autriche, la « concordance » en Suisse, la « pilarisation » (*Verzuiling*) et la partitocratie en Belgique et aux Pays-Bas - les droites extrêmes et/ou populistes ont un espace pour récupérer les mécontentements et les oppositions au statu-quo. Quand les citoyens se disent: « La société change, mais le système de répartition du pouvoir et les élites sont inamovibles », les populistes protestataires et identitaires passent pour les seuls vrais opposants. En France, une version dégradée de cette « démocratie du consensus », la cohabitation⁸⁾, a produit les mêmes effets et a propulsé, au second tour de l'élection présidentielle de 2002, un Jean Marie Le Pen, héraut d'une opposition radicale au « système » et à « l'Etablissement ». Ces formations « hors système » peuvent ainsi atteindre des niveaux record, retombant d'ailleurs aussitôt qu'ils intègrent le système, comme c'est le cas du FPÖ depuis son entrée au gouvernement, en février 2000, aux côtés des conservateurs de l'ÖVP. En revanche, dans les pays qui ont su éviter le modèle de la « démocratie de consensus », l'espace laissé vacant pour les entreprises de droite extrême est plus ténu car il existe une véritable alternance entre de grands partis de gauche et de droite, avec une droite qui occupe tout l'espace des droites et ne laisse pas le terrain de l'immigration ou de la sécurité à l'extrême droite. Hier, le Parti Conservateur de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne ou encore le Parti Populaire de José Maria Aznar en Espagne, aujourd'hui, la CDU-CSU d'Edmund Stoiber en Allemagne, ont bien compris le parti que pouvait tirer l'extrême droite d'un laxisme sur le terrain de l'immigration clandestine, sur celui de « la loi et de l'ordre » ou encore d'un confusionnisme politique entre droite et gauche.

La montée des droites extrêmes en Europe n'est pas un phénomène inéluctable. Certes, à l'heure où la politique se désacralise et se désenchante, certains nourrissent la nostalgie des vieilles passions révolutionnaires ou ultra-réactionnaires qui animaient il y a

7) A partir d'un travail sur le système politique néerlandais, Arend Lijphart a inventé cette notion de « démocratie consociative » qui se définit par le gouvernement d'un cartel d'élites politiques qui essaie de transformer une démocratie à la culture politique fragmentée en démocratie stable. Les Pays-Bas, la Belgique, l'Autriche et la Suisse ont souvent été considérées comme les plus fidèles incarnations de ce modèle. Cf. Arend Lijphart, Julian Thomas Hottinger, Les démocraties consociatives, *Revue internationale de politique comparée*, vol.4, n°3, 1997, pp.529-697.

8) La cohabitation entre un Président de la République de gauche et un gouvernement de droite a duré de 1986 à 1988 puis de 1993 à 1995. De 1997 à 2002, la cohabitation a existé entre un Président de droite et un gouvernement de gauche. Ainsi, depuis vingt ans, la France a davantage vécu dans un système politique de cohabitation que dans un régime où l'exécutif et le législatif sont de la même couleur politique.

encore quelques décennies l'espace politique. Mais comme le rappelait récemment Marcel Gauchet ⁹⁾, «L'enchantement de la politique a été le cauchemar du XXème siècle». La résurgence, ici et là, d'extrémismes de droite ou de gauche n'est souvent que l'écho d'un désenchantement mal abouti et de la difficulté d'assumer une politique «désenchantée», «modeste» mais aussi et surtout moderne.

Pascal Perrineau

A dirigé *Les croisés de la société fermée.*
L'Europe des extrêmes droites, Editions
de l'Aube, 2001.

9) Marcel Gauchet, Le double refus du religieux et du politique, entretien, *Le Figaro*, 29 juillet 2002, p.23.